

# Le réformisme toujours actuel

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1113

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011386>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Domaine Public DP

JAA  
1002 Lausanne

28 janvier 1993 - n° 1113  
Hebdomadaire romand  
Trentième année

## Le réformisme toujours actuel

La crise économique, nous disent les spécialistes, résulte aussi bien d'une inadaptation structurelle que d'un affaiblissement conjoncturel. Elle nous oblige donc à faire des choix, à mettre à jour nos priorités, à déceler nos points faibles et à développer nos atouts. Dans cet exercice délicat nous guette la tentation de la facilité, celle qui consiste à revenir à un âge d'or d'avant les difficultés actuelles. Par exemple en assouplissant les contraintes que nous nous étions imposées en période de haute conjoncture, et considérées aujourd'hui comme un luxe que nous ne pouvons plus assumer.

Ainsi le Conseil fédéral prévoit d'alléger la liste des installations dont la construction est soumise à une étude préalable d'impact sur l'environnement et de raccourcir la procédure; il envisage également de limiter le droit de recours des organisations de protection de l'environnement, de la nature et du paysage. Nombreux sont ceux qui remettent en question les normes en matière de pollution de l'air. Adolf Ogi lui-même, pourtant instigateur de la paix énergétique, doute publiquement que les objectifs d'économie d'énergie proclamés par le programme Energie 2000 et approuvés par tous les milieux intéressés puissent être atteints.

Cette manière d'affronter les problèmes de l'heure en tournant le dos aux difficultés procède d'un calcul erroné. C'est la philosophie qui sous-tend les appels aux assouplissements, à la déréglementation, à la libéralisation de l'économie. Comme si la liberté d'action retrouvée allait contribuer à nous tirer d'affaire. N'est-ce pas précisément l'exercice sans entrave de cette liberté qui nous a conduits aux impasses écologique et énergétique que nous connaissons ?

On peut faire le même constat à propos du chômage. Les recettes éculées refont surface: ici on ne jure que par une politique de relance à la Keynes, pourtant bien incapable de dynamiser des marchés saturés; là on affiche une foi inébranlable dans le libéralisme à la Hayek — Friedrich, pas Nicolas — pour donner un coup de fouet à la machine éco-

nomique. Mais lisez donc la presse: les entreprises qui affichent les plus brillants résultats sont en général celles qui réduisent leurs effectifs.

Qui nierait que les législations ne sont pas toutes efficaces, les procédures parfois inutilement compliquées et qu'il faut en finir avec un perfectionnisme helvétique devenu une fin en soi ? Que l'organisation du travail doit trouver des formes plus souples, mieux adaptées à la fois aux nouveaux modes de production et aux attentes des travailleurs ? Mais point n'est besoin pour ce faire de balayer d'un revers de main les exigences de justice sociale et de relativiser la revendication à un environnement de qualité. Au contraire, c'est en affrontant ces défis et en trouvant des réponses originales que nous surmonterons la crise.

Une chose est claire: aux difficultés actuelles il n'y a pas de solutions miracles; ceux qui le prétendent ne sont que des charlatans. Ni l'Etat par une action volontariste et autoritaire, ni le marché par le subtil effet de ses mécanismes régulateurs ne sont capables d'apporter les réponses adéquates. Seuls des pouvoirs publics coopérant étroitement avec les partenaires sociaux et toutes les organisations intéressées y parviendront. En multipliant les actions ciblées, dans un esprit d'innovation. Par exemple pour mieux répartir le travail, devenu plus rare, et le fruit de ce travail (DP n° 1112). Par exemple en veillant à ce que les contraintes écologiques et énergétiques stimulent l'innovation technique et améliorent le savoir-faire, contribuant ainsi à un développement économique utile et à la création d'emplois.

Ce programme peut paraître modeste, peu enthousiasmant. Fuir les slogans comme la peste, privilégier les interventions même sans éclat mais qui répondent véritablement aux urgences, sans pour autant déchirer le tissu social, tel est le propre du réformisme. Une démarche aujourd'hui encore d'une brûlante actualité.

JD